

L'Union pour la Méditerranée toujours confrontée à des difficultés **Actualité Mondiale**

Posté par: Visiteur

Publié le : 13-06-2008 23:07:42

A un mois de son coup d'envoi officiel au sommet de Paris, le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM) cher à Nicolas Sarkozy continue à susciter réserves et controverses, ébranlé par les rodomontades du guide libyen Mouammar Kadhafi et les hésitations de la Turquie.

Longtemps, les critiques adressées à l'initiative française sont venues du Nord, notamment de la chancelière allemande Angela Merkel qui y voyait un ferment de division entre les pays de l'Union européenne (UE) riverains de la Méditerranée et leurs alliés "nordistes".

En acceptant d'y associer tous ses partenaires européens, Paris a finalement réussi en mars à rallier Bruxelles à une version amendée de son projet, sorte de version améliorée de l'actuel et peu efficace processus de Barcelone. Mais depuis quelques semaines, un nouveau vent de fronde s'est levé contre l'UPM, cette fois en provenance des pays du Sud.

La semaine dernière, les pays arabes ont profité d'une réunion du Forum de la Méditerranée à Alger pour demander des "clarifications sur les conséquences" de l'entrée d'Israël dans la future Union.

La deuxième salve est venue mardi du colonel Kadhafi, qui n'a pas hésité à dire publiquement tout le mal qu'il pensait du projet de son "ami" Nicolas Sarkozy. "Nous ne prendrons en aucun cas le risque de déchirer l'unité arabe ou africaine", a lancé le dirigeant libyen, dénonçant l'UPM comme "un appât" ou "une forme d'humiliation".

Pour autant Paris assure ne pas craindre de vague anti-UPM de la part de ses alliés arabes. Ni même la répétition du front anti-israélien qui a paralysé le processus de Barcelone.

"Ces déclarations ne nous surprennent pas", assure un diplomate français, "la Libye avait déjà refusé d'entrer dans le processus de Barcelone parce qu'il faisait la part trop belle à l'Europe et qu'il incluait Israël". "Ce qui nous rassure, c'est qu'aucun autre pays n'est sur la même ligne".

Selon Paris, la plupart des pays arabes ont déjà confirmé leur présence au sommet du 13 juillet. "Nous attendons encore la réponse de l'Algérie, du Liban et de la Syrie", indique-t-on.

L'éventuelle venue du président syrien Bachar al-Assad, dénoncé notamment par les Etats-Unis et Israël comme soutenant le terrorisme, suscite déjà la polémique dans les rangs de l'opposition en France et de la majorité au Liban.

Outre ces atermoiements arabes, le succès du sommet de Paris est également suspendu à la participation de la Turquie, peu enthousiaste pour un projet volontiers présenté comme un "lot de consolation" au refus de certains pays, dont la France, de l'accepter au sein de l'UE.

"C'est vrai que la participation d'Ankara est étroitement liée à la question de son adhésion à l'UE", concède-t-on à Paris, "mais l'UPM est un projet à géométrie variable qui garantit que les absents n'empêcheront pas ceux qui le veulent de travailler ensemble".

Délibérément optimistes, les pilotes du futur partenariat assurent aussi que les tractations sur ses institutions sont "en bonne voie".

La coprésidence "nord" sera confiée à la France pendant les six mois de sa présidence et devrait ensuite revenir, comme l'a souhaité Bruxelles, au futur président du Conseil européen, et celle du "sud" devrait revenir à l'Egypte. La localisation du siège du secrétariat de l'UPM, que se disputent Rabat, Tunis et Malte, "sera tranchée d'ici le sommet".

Et s'ils concèdent des "soucis de protocole" pour le sommet de Paris, les architectes du projet restent persuadés de son succès. "Quelles que soient leurs sensibilités, tous les pays concernés ont bien compris que l'UPM était de leur intérêt", résume l'un d'eux.

afp.com